

# La géographie au temps de la chute des murs

Paul CLAVAL

*Université de Paris-Sorbonne*

## 1. L'après-guerre: un model changeant et figé

Depuis la fin des années 1940, depuis les débuts de la guerre froide, la scène mondiale offrait un curieux spectacle: jamais l'expansion démographique n'avait été aussi rapide, la croissance globale de la production aussi soutenue et les usages de toutes les formes d'énergie aussi diversifiés; jamais la croissance n'avait aussi fortement accusé l'opposition entre les puissances prospères et à l'économie dynamique du Nord, et les pays pauvres, submergés par l'explosion de leur population et incapables de s'insérer de manière permanente dans une dynamique de développement. Mais jamais de tels changements ne s'étaient produits dans des cadres politiques internationaux aussi figés. Des modifications avaient bien pris place, mais elles n'avaient pas ébranlé les traits majeurs du système même si certaines étaient essentielles, comme la décolonisation: celle-ci avait transformé en vingt-cinq ans les pays dépendant d'Afrique, du Moyen Orient et d'Asie du Sud et du Sud-Est en nations à part entière, mais la liberté qu'elles venaient de gagner n'avait pas modifié instantanément leur destin. L'Europe occidentale, meurtrie et affaiblie par la guerre, était redevenue un des pôles majeurs de l'économie internationale. Le Japon, vaincu et humilié, s'était remis des secousses de la guerre, et se trouvait à la deuxième place des producteurs mondiaux.

Les changements ne manquaient donc pas, mais ils n'affectaient pas les cadres de la vie internationale tels qu'ils résultaient de la guerre. Le monde était dominé par deux super-puissances, les Etats-Unis et l'U.R.S.S., qui s'équilibraient grâce aux moyens de dissuasion dont les avaient dotés les armements nucléaires, et s'affrontaient aux marges parfois indécisées de leurs zones d'influence. L'U.R.S.S. avait profité de la guerre pour étendre son Empire: à la mosaïque de peuples rassemblés par les Russes et les Ukrainiens au temps des Tsars, et demeurée presque intacte sauf sur son flanc occidental au temps de la Révolution, elle venait d'ajouter un large glacis. Elle retrouvait presque à l'Ouest les frontières de la Russie de 1914, et s'imposait à une Pologne largement décalée vers l'Ouest,

à l'Allemagne de l'Est, à la Tchécoslovaquie, à la Roumanie, à la Hongrie, à la Bulgarie, à l'Albaine et pour un temps à la Yougoslavie, après avoir menacé sérieusement la Grèce. La Finlande échappait à l'annexion, mais perdait la possibilité de mener une politique étrangère autonome. Le bloc des pays socialistes s'était étalé ensuite vers l'Est grâce à la Révolution chinoise, prolongée par la prise de contrôle de la Corée du Nord et du Vietnam du Nord, puis du Vietnam tout entier.

La sphère où s'exerçait l'influence américaine était de nature différente: elle n'était pas de nature impériale et reposait sur l'alliance de nations libres. Les pays décolonisés accédaient presque tous à l'indépendance en gardant une économie de marché (le Vietnam constituant longtemps la seule exception notable, avant que les ex-possessions portugaises n'allongent la liste en Afrique), mais ils étaient pris entre des sollicitations multiples. De multiples liens demeuraient avec les anciennes puissances colonisatrices, qui les attachaient au marché mondial et aux zones monétaires entre lesquelles il était découpé, mais leur nationalisme militant les poussait à sortir des blocs et incitait certains à choisir des options socialistes —quoique peu osent aller jusqu'à s'inféoder aux pays de l'Est. Les Indes et le monde musulman, où les mouvements nationalistes étaient les plus forts, cherchaient une troisième voie. Il en allait de même de l'Amérique latine.

Les blocs issus de Yalta et des premiers chocs de l'après-guerre n'étaient pas intangibles, mais les transformations susceptibles de les affecter étaient limitées. A l'Est, le passage à l'économie centralisée socialiste était tenu pour irréversible —on ne renonce à un progrès majeur! Les principes du centralisme démocratique assuraient les partis communistes contre toute surprise du côté de la base populaire, de la bureaucratie et de l'armée. Le contrôle de l'opinion publique était plus difficile: on ne trouva pas d'autre moyen que d'enfermer les populations à l'intérieur de barrières destinées à les préserver de toute contamination: les rideaux de fer (l'expression, qui date de 1946, est de Churchill) et de bambou étaient censés couper court aux tentations idéologiques des démocraties libérales, et à l'attrait de leurs niveaux de vie. A Berlin et entre les deux Allemagne, la fermeture prit la forme spectaculaire du mur.

Il n'existait pas, à l'Ouest, de doctrine analogue à celle qui caractérisait les pays de l'Est. Des nations libres nouaient des alliances qui avaient pour but de les protéger des mauvais coups du monde soviétique grâce à un système de sécurité mutuelle et à la protection américaine, et de les intégrer à une même aire de co-prospérité. Vis-à-vis des pays du Tiers Monde, les puissances occidentales menaient des politiques plus hésitantes: elles soutenaient leurs économies de manière à réduire la séduction des modèles socialistes. Elles essayaient aussi de leur assurer, grâce à l'organisation des marchés mondiaux de matières premières, des revenus extérieurs stables. Les possibilités en ce domaine appaurent cependant vite limitées, tant les effets pervers et les risques de surproduction viciaient ces interventions, dont le coût était disproportionné aux résultats. Elles prônaient la liberté, mais acceptaient de se lier avec les pires régimes là où cela paraissait utile pour endiguer l'avance soviétique.

Dans un tel contexte, l'issue semblait claire à beaucoup: le bloc de l'Est était appelé à s'étendre indéfiniment, puisque ses nouvelles acquisitions étaient définitives, qu'il offrait au Tiers Monde le seul modèle apparemment capable de se substituer à celui du libéralisme et des démocraties parlementaires ou présidentielles, et que sa puissance militaire ne cessait

de s'accroître. L'élargissement indéfini du bloc de l'Est allait dans le sens de l'histoire. La seule incertitude était celle de la date où les pays basculeraient, les uns après les autres, vers Moscou ou vers Pékin. La querelle entre les deux grandes puissances socialistes n'avait pas altéré l'image de cette irrésistible croissance: elle avait simplement pris un visage plus complexe puisqu'à la compétition entre les blocs s'était ajoutée la rivalité entre les Soviétiques et les Chinois. Une ligne de partage semblait cependant possible: aux Soviétiques l'Amérique, l'Afrique et le Moyen Orient; aux Chinois, l'Extrême Orient. Le point de friction était au Vietnam.

Les faits semblaient donner raison à ce schéma: après la mise en place du glacis des pays de l'Est, en Europe, l'U.R.S.S. avait enregistré, au cours des années 1950, des succès en Asie (Vietnam du Nord), en Afrique (Guinée, Mali) et Amérique (Cuba), cependant que son influence commençait à se dessiner dans le monde musulman, en Egypte, au Yémen ou en Syrie. Dans les années 1960, les progrès s'affirment en Afrique, où la clientèle soviétique s'élargit à la fois parmi les anciennes possessions françaises (Algérie, Bénin, Congo-Brazzaville), parmi les anciennes possessions anglaises (Tanzanie) et dans le monde musulman. En Asie, la lutte se circonscrit au Vietnam, mais l'U.R.S.S. marque des points aux Indes. Le mouvement se précipite dans les années 1970: le glissement de l'Afrique vers le socialisme s'accélère avec la révolution en Ethiopie et l'accession à l'Indépendance des colonies portugaises, happées rapidement par le modèle communiste. En Amérique, la progression, bloquée après la crise cubaine, reprend malgré l'échec chilien —mais cette fois en Amérique centrale. En Asie, la politique prend un tour plus brutal avec l'invasion de l'Afghanistan. Il n'y a pas, c'est certain, que des succès. Dans le monde musulman, où les responsables locaux préfèrent des versions locales du modèle socialiste au canon orthodoxe, avancées et reculs se succèdent: L'Egypte est perdue après la mort de Nasser, mais la Libye de Khadafi, la Syrie d'Hafez el Assad ou l'Irak de Saddam Hussein constituent d'utiles relais —comme, à certains moments, l'O.L.P.

Le modèle libéral n'est pas seulement menacé par la compétition des pays de l'Est: il l'est par les jeunes nationalismes du Tiers Monde qui, fédérés, arrivent à ébranler les bases de la prospérité capitaliste. La création de l'O.P.E.P. marque la fin du contrôle du marché international du pétrole par quelques firmes majeures américaines, anglaises, hollandaises ou françaises. L'irruption de nouveaux compétiteurs comme la société italienne AGIP n'avait pas eu le même effet que les hausses dramatiques des cours du pétrole en 1973 et 1979.

Il s'était ainsi créé un modèle assez largement accepté de l'articulation de l'espace mondial et de son évolution prévisible: les deux systèmes qui se partageaient le monde, le capitaliste et le socialiste, étaient viables et pouvaient coexister, mais le second bénéficiait d'avantages qui devaient le rendre gagnant à long terme. L'idée qu'il était seul porteur de lendemains qui chantent n'avait pas résisté aux difficultés économiques répétées qu'il éprouvait, mais elles ne paraissaient pas de nature à compromettre sa solidité: l'U.R.S.S. n'avait-elle pas fait ses preuves en résistant à l'invasion nazie? Le caractère irréversible du passage au socialisme paraissait aller de soi aux yeux de beaucoup, ce qui rendait crédible son triomphe futur: des intellectuels foncièrement démocrates avaient fait leur le crédo millénariste des socialistes par suite de la mauvaise conscience qu'ils éprouvaient à l'égard du capitalisme. Celui-ci n'avait pas les mêmes séductions abstraites que son rival planificateur: il se fiait à des mécanismes aveugles, ne faisait pas confiance à l'intelligence de ceux qui prennent compte l'intérêt général et prévoient le futur, et donnait aux intérêts égoïstes une place

jugée criticable. La croissance qu'il engendrait menait à de dangereuses crises de surproduction. La compétition conduisait inéluctablement à la concentration et au monopole. De là devaient s'ensuivre des contradictions et des luttes d'intérêts, des inégalités de classe et des déséquilibres spatiaux.

Les géographes étaient partagés: ils étaient conscients des imperfections et des dysfonctionnements des économies socialistes, mais la plupart croyaient en savoir assez pour ne pas mettre en doute la viabilité du système. D'autres disciplines, la sociologie ou les sciences politiques par exemple, se montraient prudentes, car elles manquaient de données empiriques pour étayer leurs hypothèses. Pour les géographes, l'absence de statistiques fiables ne constituait pas un obstacle dirimant au raisonnement: le paysage est en soi une preuve. Les voyageurs étaient là pour dire que le pays était cultivé, que des usines poussaient un peu partout et qu'elles marchaient. Ils signalaient aussi les malfaçons, le niveau inquiétant de pollution et les imperfections de la distribution. Pour des gens habitués à s'attacher surtout aux activités de base, à la production d'énergie, à celle d'acier et à celle de blé, les résultats de l'économie soviétique n'apparaissaient pourtant pas catastrophiques. Dans la mesure où les géographes demeuraient fidèles aux critères imaginés dans les premières décennies de notre siècle pour évaluer les performances économiques des nations, rien ne leur permettait de dire que le système soviétique était menacé de l'intérieur. La vieille fascination pour le socialisme contribuait sans doute à endormir la vigilance de certains, mais le verdict porté par beaucoup de modérés, foncièrement hostiles au communisme, n'était pas très différent.

## **2. La chute des murs et la réintroduction du mouvant**

Les changements qui se sont succédé depuis une quinzaine d'années n'ont pas cessé de remettre en cause la vision de l'histoire qui avait fini par s'imposer à beaucoup et qui annonçait le glissement irrésistible vers le socialisme. C'est d'abord en dehors du monde socialiste que les transformations ont pris un tour inattendu. Beaucoup estimaient que la dérive totalitaire était inscrite dans la nature du capitalisme: des dictatures dominaient, au début des années 1970, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, le Brésil et nombre de pays hispano-américains. La chute d'Allende semble marquer l'accentuation du processus. Il est en réalité déjà en train de se renverser: l'Espagne sort du franquisme et choisit une voie paisible vers la démocratie — à la grande surprise de la plupart des observateurs extérieurs. Au Portugal, la Révolution des Oeillets oriente d'abord le pays vers un régime socialiste, mais l'évolution prend bientôt un tour plus modéré. La dictature des colonels s'achève en Grèce. Au Brésil, la transition vers un régime civil s'esquisse à la fin des années 1970. Il n'y a plus de dictature en Europe à l'Ouest du rideau de fer, et en Amérique latine, la démocratie commence à faire de timides progrès, y compris au Chili où le général Pinochet finit par s'effacer devant les résultats du suffrage universel. Dans le reste du Tiers Monde, le tableau est plus sombre: la démocratie indienne, la seule longtemps à avoir bien fonctionné au sein des pays nouvellement indépendants, est secouée de crises. Mais des évolutions significatives s'esquissent ici ou là: on passe du parti unique à certaines formes de multipartisme. En Afrique du Sud, l'apartheid qui était la honte du monde libre est en train de céder: la pente naturelle des économies capitalistes ne les conduit pas inéluctablement vers des institutions de plus en plus autoritaires, mais bien vers des régimes de plus en plus démocratiques.

Au début des années 1980, l'image du bloc de l'Est commence à s'effriter. La Chine choisit de mettre en sourdine les versions volontaristes du communisme à la Mao pour rattraper son retard économique et réussit à stimuler suffisamment sa production agricole pour sortir de la pénurie chronique. Dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est, les difficultés économiques sont sérieuses, et les recettes imaginées en Hongrie et en Tchécoslovaquie pour les maîtriser ne donnent pas tous les résultats escomptés. Les révoltes des années 1950 (Hongrie et Allemagne de l'Est) et le printemps de Prague n'avaient pas menacé réellement la construction socialiste. L'agitation syndicale qui secoue la Pologne a un tout autre impact: Solidarnoc met pour la première fois en échec un pouvoir communiste. Le souci de réaffirmer la spécificité nationale s'affirme partout dans le courant des années 1980. Mais rien n'indique encore que le bloc va s'effriter. En U.R.S.S., enlisée dans l'affaire Afghane, l'ère brejnévienne d'immobilisme se poursuit jusqu'à la mort d'Andropov. L'Allemagne de l'Est fait encore bonne figure: ses résultats économiques sont, sur le papier, plus qu'honorables, et ses succès sportifs étonnent le monde.

Tout s'accélère soudain. Gorbatchev séduit rapidement l'intelligentsia soviétique, qui sent poindre la liberté, mais les Occidentaux sont longtemps sceptiques. La course aux armements est plus folle que jamais. Les Soviétiques accumulent les fusées, les ogives nucléaires, les sous-marins et les chars d'assaut, au point d'inquiéter les pays de l'Ouest. Les négociations sur le désarmement ont été mal amorcées pour l'Occident, qui a pris des engagements inconsidérés dans le domaine des missiles: l'Europe risque de se trouver privée de la couverture américaine, et se sent menacée. On mesure mal, sur le moment, le progrès que constituent les Pershing, et le défi qu'ils posent à l'organisation militaire soviétique. L'initiative de défense stratégique du Président Reagan paraît à beaucoup plus inquiétante que rassurante: elle annonce, à plus ou moins long terme, le désengagement stratégique de l'Amérique en Europe. On ne voit pas ce qu'elle signifie pour les Soviétiques.

Pour ceux-ci, l'enjeu est de prix: le système économique qu'ils ont créé est capable de produire, moyennant un prélèvement colossal sur le revenu national, une masse considérable de fusées de toutes portées, de pièces d'artillerie, de chars d'assaut, de navires, d'avions de combat de tous les types et d'armes légères. Mais il n'a pas pris à temps le tournant des industries de qualité mettant en oeuvre une électronique sophistiquée et des logiciels performants. Du coup, l'énorme arsenal accumulé perd toute son utilité: la multiplication des têtes nucléaires, de part et d'autre de l'Atlantique, n'a jamais vraiment accru la capacité militaire des adversaires potentiels. Il n'avait d'intérêt que dans la perspective d'un accord de désarmement, où les amputations consenties seraient égales en valeur absolue, ou proportionnelles aux stocks initiaux. L'apparition d'une nouvelle génération d'armements infiniment plus performants transforme la question. On prend mieux la mesure après la guerre du Golfe.

Il est clair que la politique de Gorbatchev ne peut s'expliquer sans cette prise de conscience des nouvelles conditions de la stratégie et de l'infériorité qu'elles créent pour le bloc soviétique. L'effort d'armement est soudain rendu obsolète, et la main-d'oeuvre et les équipements qui les produisent ne sont pas capables de développer rapidement le nouvel arsenal plus sophistiqué qu'appelle le progrès technique. La méfiance des Occidentaux, évidente durant longtemps, est donc bien fondée: le changement d'attitude des Soviétiques est motivé par le bouleversement des équilibres stratégiques, et pas par une remise en cause du socialisme et par un renoncement aux visées à long terme du régime. Mais

la nécessaire modernisation implique des changements impressionnants: pour transformer l'économie soviétique, il faut repenser le système de planification, ou y renoncer, et développer l'informatique à tous les niveaux. Il convient également, pour motiver les citoyens, de leur fournir davantage de biens de consommation de meilleure qualité.

Il n'est pas sûr que les Soviétiques aient mesuré tout ce qui les empêche d'avoir une économie vraiment performante: ils sont séduits par certains gadgets occidentaux plus que par les rigoureuses disciplines de travail et de revenu qu'impose une économie de marché. Gorbatchev soulève donc la chappe de plomb qui étouffait le pays depuis bientôt trois quarts de siècle plus qu'il ne réforme l'économie. Mais le résultat est spectaculaire: tout ce qui était tû et caché s'étale au grand jour, les perversions de la société, l'emprise de la corruption, le poids des maffias, les insuffisances du système éducatif, la misère des hôpitaux. Pour ceux qui doutaient encore des lacunes du système, le tremblement de terre d'Arménie dissipe tous les doutes: le pays ne peut faire face à une catastrophe naturelle que n'aurait pas excédé la capacité de réponse de pays industrialisés plus petits. Tchernobyl va dans le même sens: la haute technologie soviétique n'est pas fiable, et met dangereusement en danger les populations et l'environnement. L'effet sur l'opinion publique intérieure est catastrophique: pour la première fois, les masses doutent des mérites du système de planification centralisée.

Les transformations les plus spectaculaires se produisent dans les pays satellites. Les partis communistes en place y résistent à la Pérestroïka. Gorbatchev met tout en oeuvre pour provoquer le remplacement des vieilles équipes par celles de ses partisans. L'opération, soigneusement planifiée, se déroule comme prévu en Tchécoslovaquie et plus tard en Roumanie, mais elle dérape en Allemagne de l'Est: la décision, prise à la sauvette, d'ouvrir le mur pour un soir, précipite la chute du régime de Honecker, et bientôt, avec lui, celle des communistes. Helmut Kohl joue admirablement la partie. Et l'on découvre, stupéfaits, que l'U.R.S.S. accepte de monnayer la réunification allemande. Du coup, les régimes communistes gorbatchéviens qui venaient d'être mise en place sont à leur tour remplacés, ou menacés, dans les autres pays de l'Est. Le rideau de fer n'existe plus, et l'U.R.S.S. se trouve ramenée à peu de choses près à ses limites de 1940. A l'intérieur, l'agitation nationale s'affirme aussi bien dans les pays Baltes qu'en Moldavie, dans le Caucase qu'en Ukraine.

Sur le plan international, la guerre froide se termine par un rapprochement spectaculaire des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Les négociations sur le désarmement progressent rapidement. Les conflits régionaux qu'alimentait la rivalité des supergrands s'éteignent les uns après les autres —au Nicaragua et en Afghanistan, par exemple. Lorsque Saddam Hussein se lance dans une politique d'expansion qui menace les régimes arabes modérés et l'approvisionnement pétrolier de l'Occident, il n'a pas pris la mesure des bouleversements intervenus sur la scène internationale. L'O.N.U. sort d'une longue période d'hibernation, l'U.R.S.S. vote les résolutions qui condamnent l'annexion du Koweït et ne fait rien pour empêcher l'offensive de la coalition lorsque les autres moyens se révèlent insuffisants pour amener l'agresseur à résipiscence. Le long après-guerre est enfin terminé. Une nouvelle période s'ouvre. Les cadres dans lesquels s'inscrivaient depuis plus de quarante ans l'histoire du monde et les interprétations qu'on en donnait sont dépassés.

C'est la chute du mur de Berlin qui marque le tournant. Mais bien d'autres barrières s'effondrent aussi, sans que l'on y prête assez attention. Le monde n'était pas coupé simplement par des rideaux destinés à enfermer les peuples et à interdire la libre circulation des idées. Il était fragmenté, dans le domaine économique, par des protections tarifaires, des contingentements et des monnaies inconvertibles. Aux oppositions religieuses de jadis s'étaient substituées des affrontements idéologiques, mais qui paraissaient aussi inexpiables: ils poussaient leurs protagonistes à refuser la confrontation libre des opinions, comme pour échapper au risque de voir remises en cause leurs faciles certitudes. Et ce n'est pas seulement le mur de Berlin qui tombe: l'Acte Unique prépare l'unification totale de la Communauté Européenne, les négociations du G.A.T.T. font progresser le désarmement douanier, et les pays de l'Est commencent à lorgner du côté du F.M.I. C'est l'ensemble de ces mutations qui donne au tournant actuel sa portée.

### **3. La résurgence des vieux problèmes**

#### **a. Une discipline longtemps inégale aux enjeux du monde**

Quel tableau nous offre le monde après la chute des murs? Que peuvent-en dire les géographes? Exprimer d'abord un regret: celui de ne pas avoir été assez vigilants et de n'avoir pas su mesurer l'étendue des dysfonctionnements et le coût économique et humain des systèmes qui s'ouvrent enfin. On avait vanté, en leur temps, les projets soviétiques de mise en valeur de l'Asie centrale: on découvre avec consternation qu'ils gaspillent une eau précieuse, que l'emploi massif des engrais et des défoliants dans les champs de coton pollue les sols, que leur salinisation progresse rapidement, et que la mer d'Aral se réduit comme une peau de chagrin. Devenant de plus en plus salée, sa faune originale s'est éteinte: la catastrophe écologique et économique est irréversible. Elle l'est également à Tchernobyl, et beaucoup plus qu'il n'apparaissait aux yeux des premiers rapports parvenus en Occident. La situation des bassins de lignite ou de charbon d'Europe centrale est sérieuse, comme aussi celle des zones les plus industrielles de l'Oural, de la Chine du Nord-Est ou des banlieues de Changhaï. Les témoignages ne manquaient pas: il suffisait au voyageur le plus distrait de voir les centaines de cheminées que crachaient des torrents de fumée autour de Moscou ou des autres centres urbains des pays de l'Est pour comprendre à quel point la pollution y était préoccupante. Dans les villes de Transcaucasie, à Bakou, à Tbilissi, une bonne partie de l'espace urbain est fait de bidonvilles —ils abritent le quart de la population dans cette dernière cité. Était-ce parce qu'ils étaient anciens —ils datent de la fin du siècle dernier, ou de la Seconde Guerre mondiale— mais on ne les mentionnait jamais. Les insuffisances du système étaient volontiers mises sur le compte des rigueurs et de fantaisies de l'environnement —qui est difficile, c'est vrai, mais pas plus que celui du Canada!

Les rares géographes qui posaient le problème au fond étaient qualifiés d'anticommunistes primaires. Il suffisait cependant d'un peu d'honnêteté pour voir les tares du système et d'un peu de réflexion pour comprendre d'où elles venaient. La supériorité de la planification centrale, capable de prendre en compte tous les intérêts, aurait sans doute été réelle si elle avait reposé sur des informations satisfaisantes: mais elles ne l'étaient pas, et ne pouvaient pas l'être. Dans un tel système, personne n'avait en effet intérêt à dire exactement ce qu'il pouvait faire, puisqu'il aurait dû travailler davantage sans en tirer aucune

compensation. La mauvaise qualité des produits? Elle tenait à la collusion de tous les producteurs: qu'auraient-ils gagné à faire des efforts dans ce domaine, puisque leur rémunération ne dépendait pas de la satisfaction des consommateurs finaux? L'absence d'un système de prix cohérent rendait impossible le calcul de la rentabilité réelle des investissements; sans marché foncier, aucun indicateur économique ne venait renseigner sur les externalités, et ne permettait de guider les décisions des utilisateurs potentiels des lieux les plus favorisés. La centralisation et les pesanteurs bureaucratiques tarissaient tout esprit d'entreprise. En l'absence de mécanismes de prix, rien ne permettait de déceler la demande soluble et de s'appuyer dessus pour lancer de nouvelles fabrications. Le contrôle des migrations intérieures de population, qui s'ajoutait au rideau de fer et à l'interdiction de tout voyage à l'Ouest, rendait inefficace le fonctionnement des marchés du travail. Tout ceci se savait, certains géographes le disaient. La majorité préférait se taire. La première leçon de la chute des murs est là: elle est de modestie et de rigueur. L'analyse rapide du paysage ne suffit pas à évaluer le fonctionnement d'une économie et l'équilibre d'un milieu géographique. Il faut tirer parti de toutes les données disponibles, percer les mécanismes à l'oeuvre, reconstituer les ensembles en notant ce qui y fonctionne mal et en reconstituant les circuits d'information, de commandement et de rétroaction: c'est faute d'avoir appliqué les principes de la géographie moderne que les géographes ont autant erré. Ils auraient pu cependant tirer d'utiles indications de l'inquiétude si vive de leurs collègues de l'Est face aux atteintes à l'environnement de leurs pays. Le sous-développement de la géographie humaine au delà du rideau de fer rendait évidemment moins intéressantes les analyses qui y étaient proposées de la vie économique.

#### **b. La remontée des thèmes occultés**

Ce qui frappe d'abord, au moment où les murs s'écroulent, c'est la résurgence des problèmes que la guerre froide et la nature rigide des blocs —du bloc de l'Est tout au moins— avaient fait oublier. A peine le centralisme démocratique et la dictature du parti communiste abolis, et l'on voit renaître les aspirations nationales, les régionalismes, les autonomismes et même de très vieux impérialismes —comme celui des populations mongoles ou turques en Asie centrale. Les Eglises et les temples déserts se remplissent. Les préjugés de race et d'origine sociale s'affirment comme s'ils n'avaient jamais été combattus. On a vraiment l'impression de se retrouver en 1939, ou en 1914. On entend dire: l'histoire et la géographie retrouvent leurs droits. C'est une manière malheureuse de présenter ce qui arrive.

En Europe occidentale, par exemple, les nationalismes ont perdu de leur virulence, et la cohabitation des peuples au sein d'un espace économique progressivement élargi leur a appris à collaborer, à s'apprécier et à se mélanger davantage qu'ils ne l'avaient jamais fait. La présence d'immigrés mal adaptés aux valeurs européennes ne doit pas faire oublier l'essentiel: le rapprochement des groupes ethniques et l'élargissement des horizons dont il témoigne.

Devant le spectacle que s'offre à lui lorsque les murs s'effondrent, le géographe peut répondre en mobilisant effectivement tout ce que l'histoire et la géographie des diversités, des minorités et des conflits passés lui ont appris. Nous ne sommes plus dans un monde où l'on puisse passer sous silence la volonté d'indépendance des Baltes, la lutte pour le contrôle de l'eau et de la terre parmi les peuples d'Asie centrale, ou l'ampleur du conten-

tieux qui oppose les communautés religieuses en Irak. Mais le géographe doit surtout s'interroger sur les causes de cette résurrection prodigieuse du passé. Est-elle normale? Il faut savoir comparer ce qui motivait les foules autrefois, et ce qui les mobilise aujourd'hui. Les peuples qui secouent leur joug ont le goût authentique de la liberté. Ils rêvent de démocratie et de destins choisis et assumés. Dans quelle mesure cela leur sera-t-il possible aujourd'hui alors que les cercles où s'inscrivent les circuits économiques s'élargissent sans cesse? Voilà le type de vraies questions qui nous sont posées. Ce n'est pas sur les héritages qu'on a envie de nous entendre, mais sur ce qui pousse à leur accorder tant d'attention, et sur leur influence possible sur les évolutions en cours. Celles-ci ne portent pas seulement la marque d'un passé plus ou moins long. Elles résultent de forces qu'il faut cerner, de processus qu'il faut analyser. Qu'apporte la géographie dans ce domaine?

#### **4. Les problèmes géographiques d'un monde ouvert**

Ce ne sont pas les armes qui ont fait tomber les murs qui divisaient le monde — même si elles ont parfois servi à dénouer des conflits régionaux. Le bloc de l'Est a implosé: pourquoi? Il y a eu des erreurs de calcul, mais elles expliquent le moment où l'affaissement a eu lieu, mais pas ses raisons profondes. Si l'effondrement a eu lieu, c'est que les politiques de fermeture avaient depuis longtemps trouvé leurs limites.

Le développement des économies occidentales a reposé, depuis les débuts de la Révolution Industrielle, sur deux modèles, le britannique et le germano-américain. Le premier vivait de la dynamique de marchés sans cesse élargis: pour les nouvelles fabriques, les coûts de production et ceux de transport baissaient tellement qu'il était possible de servir une clientèle de plus en plus éloignée, de bénéficier de plus fortes économies d'échelles, et d'accroître ainsi ses profits en une spirale sans fin. Le protectionnisme était le grand adversaire, puisqu'il interdisait de tirer parti des possibilités ouvertes par le progrès technique en restreignant artificiellement la dimension des marchés. Lorsque toutes les barrières sont abolies, les nouvelles techniques ont tendance à diffuser: le modèle britannique se caractérisait donc par des effets en tâche d'huile. L'avantage ne demeurait appréciable, pour les pays qui avaient initié le progrès, que s'ils étaient capables de mettre sans cesse au point de nouvelles machines et de nouveaux procédés de fabrication, et de créer des articles répondant à des besoins jusque-là insatisfaits. Que le rythme des innovations se ralentisse, et le système se grippait: le centre entraînait en crise, la compétition s'envenimait entre les participants. Pour protéger leur part de marché, ils finissaient par réintroduire des protections douanières.

Les économies allemandes et américaines connurent, dans les dernières décennies du XIX<sup>me</sup> siècle, une croissance dont le principe était différent. Le marché intérieur était pour elles essentiel: c'est qu'il s'élargissait alors rapidement par suite de l'élévation conjuguées de la population et du niveau de vie. Les revenus créés par la croissance d'un secteur généraient, pour les autres, des débouchés nouveaux. L'effet multiplicateur était d'autant plus marqué que les fabricants nationaux se montraient capables de satisfaire une part plus large des besoins domestiques: en ce sens, le lancement de fabrications qui n'étaient rentables qu'à l'abri d'un cordon douanier se justifiait souvent, puisqu'il accentuait l'effet redistributeur. Dans la mesure où les économies externes devenaient plus significatives puisque les fabrications se faisaient de plus en plus complexes, la diversification des activités consti-

tuait également un atout. C'est grâce à la faible ouverture sur l'extérieur de leurs économies que les Etats-Unis et l'Allemagne réussirent un démarrage rapide et ne tardèrent pas à rattraper la Grande-Bretagne. Entre 1880 et 1930, les deux modèles coexistent, mais en un équilibre fragile: la part des nations industrialisées ouvertes au libre-échange se rétrécit comme une peau de chagrin: ne le pratiquent plus guère, dans les années 1920, que la Grande-Bretagne et les Etats des rivages de la Mer du Nord —Belgique, Pays-Bas, Danemark. Sans eux, et sans le marché de l'Angleterre et de l'Empire, tout aurait basculé: où aurait-on vendu les produits fabriqués et acheté les produits agricoles ou les matières premières indispensables même à des pays dont le commerce extérieur n'absorbait qu'à une faible partie de l'activité?

L'ouverture économique du monde, très rapide au XIX<sup>me</sup> siècle, se ralentit donc puis régresse durant les premières décennies du XX<sup>me</sup> siècle. On aboutit ainsi à l'écroulement de l'économie internationale et à la rupture du monde au moment de la Grande Crise: avec l'abandon de l'étalon-or, ce sont les bases mêmes du commerce extérieur qui sont atteintes. Tous les palliatifs imaginés n'y peuvent rien: le troc n'est qu'un substitut imparfait des relations multilatérales. Pris dans la spirale protectionniste, les techniques mises en oeuvre par les pays pour clore leurs espaces s'affinent: ils ne se contentent plus d'élever les tarifs douaniers, ils jouent sur les contingentements, manipulent les taux de change et les font varier selon les clients et les produits.

Aux barrières économiques s'en ajoutaient d'autres que n'étaient pas volontaires: la mobilité des personnes et des informations était beaucoup plus limitée que de nos jours. Cela venait de la lenteur du bateau et du train, qui expliquait celle du courrier, et de leur coût. Cela tenait aussi à l'imparfaite élucidation des techniques de fabrication: beaucoup n'avaient pas encore fait l'objet d'une systématisation scientifique, si bien que leur apprentissage ne pouvait se faire que par imitation, sur le tas, dans l'usine ou dans l'atelier où étaient menés les fabrications. L'Occident devait à cela de disposer d'un monopole technique dont on ne mesure vraiment le portée que depuis qu'il a pris fin.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'option des puissances alliées entraînées par les Etats-Unis fut de rebâtir un marché mondial aussi ouvert que possible. Le choix était hardi, car les barrières s'étaient accumulées à la faveur de la Grande Crise puis de la guerre. Les destructions rendaient la compétition inégale, ce qui justifiait pour un temps le maintien de protections partielles. La reconstruction d'un espace monétaire international était impossible sans institutions destinées à gérer et à atténuer les inévitables crises de change. Beaucoup d'esprits n'étaient par mûrs tant les avantages de la planification semblaient s'imposer: un peu partout, les gouvernants avaient pris le goût de l'intervention économique. Ils disposaient d'un arsenal de techniques que le keynésianisme paraissait justifier, et qui devaient beaucoup à l'imagination du Dr. Schacht mais aussi à l'idée que l'on se faisait de la planification soviétique comme modèle de rationalité. Le souci d'introduire des politiques sociales de *Welfare* allait dans le même sens: pour pratiquer le redistribution des revenus, il était bon de s'isoler au moins partiellement du marché mondial. Il suffisait de rester compétitif dans quelques secteurs, ceux qui permettaient d'assurer les exportations indispensables aux achats.

A partir du milieu des années 1950, le pari de l'ouverture l'emporte cependant: on continue à parler, dans des pays comme la France, des avantages de la planification souple,

mais les gouvernements savent que c'est un jouet dont il ne faut pas abuser. L'Etat doit dans certains cas donner l'impulsion, mais à trop forcer, il court à la catastrophe. Dans les milieux politiques de droite, la leçon est comprise dès la fin des années 1950. La gauche, en France tout au moins, est longue à se rendre à l'évidence: il lui faut l'expérience désastreuse de la période 1981-1983 pour esquisser une réorientation. Elle n'est pas encore achevée sur le plan idéologique.

Les politiques d'ouverture ont correspondu, au niveau mondial, à un pari audacieux: en 1945 celui-ci paraissait pour beaucoup aller à contre-courant de l'histoire. Il s'est affirmé avec la naissance de la Communauté Economique Européenne qui témoignait de la volonté de faire disparaître tous les obstacles que le développement des nations avaient dressé depuis le milieu du siècle passé, et surtout depuis les années 1930. Dans la plupart des cas cependant, les gouvernements n'ont fait que s'adapter à une nouvelle conjoncture. C'est elle qui explique l'essentiel des transformations, et non les choix publics.

Le remodelage de la géographie mondiale est liée à quelques mutations techniques: l'essor des transports aériens, qui assurent des déplacements rapides à des prix devenus abordables pour les hommes d'affaires et pour une clientèle de plus en plus large; les télécommunications qui autorisent la transmission instantanée de flux des plus importants d'informations; les progrès rapides des ordinateurs, qui permettent de traiter des données diverses et de gérer des ensembles complexes en temps réel; la diminution du coût des transports de masse, qui rapproche les continents et rend universelle l'abondance énergétique jusqu'à réservée à quelques points. La recherche technique a affermi la connaissance des bases scientifiques mises en oeuvre au cours de la production: les savoir-faire sont plus aisés à transmettre, puisqu'ils peuvent l'être à l'école. Le monopole du travail qualifié dont jouissait l'Occident depuis les débuts de la Révolution Industrielle s'effondre en moins de vingt ans.

Rien ne permettait, en 1945, de prédire ces développements. Ils se seraient produits sans le pari fait par les responsables de la réorganisation du système mondial, mais leur impact aurait été moins rapide et moins massif. Les conditions étaient grâce à eux réunies pour que l'espace international devienne plus transparent et que les marchés s'élargissent sans cesse. Mais beaucoup des effets résultants ont surpris: personne n'avait prévu que l'informatisation, les télécommunications et les transports rapides allaient transformer à ce point la gestion des entreprises que la dispersion géographique de leurs établissements n'apparaisse plus comme une difficulté et comme une charge. Jusque-là, l'internationalisation avait surtout concerné la distribution des produits fabriqués. Elle touche désormais les marchés de biens intermédiaires et multiplie les entreprises multinationales ou transnationales. Celles-ci gagnent, à être installées dans plusieurs pays, une liberté nouvelle: les gouvernements doivent adopter des profils bas s'ils veulent garder les hommes d'affaires, les capitaux et les emplois dont ils ont besoin.

Les modèles de développement national expérimentés d'abord par l'Allemagne et les Etats-Unis reposaient sur l'usage du train, du bateau à vapeur, de la poste, du télégraphe, du téléphone et d'un machinisme dans lequel les économies essentielles venaient de l'accroissement de l'échelle des productions grâce à l'utilisation de quantités croissantes d'énergie. Nous vivons dans un monde dominé par l'avion, le téléfax, les satellites de communication, une bureautique de plus en plus sophistiquée, et des machines rendues intelligentes par les mécanismes d'asservissement et de rétroaction qui permettent d'économiser l'énergie tout en réduisant les coûts même si les séries sont limitées.

Les géographes ont été trop influencées par l'analyse courante des systèmes économiques. Ils ont accepté ce que l'on disait du capitalisme ou du socialisme. Mais les principes d'organisation sur lesquels on glosait à l'infini s'inscrivent dans des espaces concrets, à travers des équipements et des infrastructures: leur fonctionnement n'est pas seulement affaire de logique, il dépend de l'éloignement et de la dispersion comme des techniques dont on dispose pour les maîtriser. Pendant que les discussions théoriques se poursuivaient, les bases mêmes des économies de marché se modifiaient parce que les murs tombaient devant le progrès technique. Les gouvernements des pays libéraux ont laissé ces transformations s'effectuer et ont su faire face à leurs conséquences parfois dramatiques pour certains de secteurs de leurs économies —que l'on pense à la désindustrialisation liée à la migration vers de nouveaux pays producteurs de nombre d'activités. Mais ils ont estimé que les bénéfices qu'ils retireraient, à long terme, de la transparence accrue, de la mobilité renforcée et de la compétition avivée l'emporteraient sur les coûts de restructuration.

On comprend mieux dès lors ce qui a miné les systèmes socialistes. Le mode de développement qu'ils ont choisi reposait sur l'organisation de marchés nationaux —le COMECON n'a jamais essayé de fondre les pays de l'Est en un vrai marché commun. C'est que le marxisme ne comportait pas de réflexion sur l'espace, et que les premiers théoriciens soviétiques ont intégré plus d'éléments du capitalisme de leur temps qu'ils ne le pensaient: l'idée de bâtir le socialisme dans un seul pays, puis de l'exporter en reproduisant, de place en place, la première réalisation, fait implicitement référence aux exemples allemand et américain. Il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, d'amorcer la spirale du développement dans le cadre d'un Etat. Avec le nationalisme qui domine à la fin du XIX<sup>me</sup> siècle et au début du XX<sup>me</sup>, et le décri dont est frappé l'internationalisme libéral, quoi de plus normal? Mais le communisme demeure ensuite prisonnier de ses choix initiaux, et les reproduit lorsqu'il s'étend, à partir de 1945, en Europe de l'Est et en Asie. Les Etats-Unis constituent toujours le pays à rattraper et à dépasser, mais ce sont les Etats-Unis du premier après-guerre, de l'industrie lourde, des productions de masse, et pas celui du second après-guerre. On opte pour un développement limité à des cellules étroites alors que les pays industrialisés choisissent l'ouverture tous azimuts, avec les risques qu'elle comporte, mais les avantages aussi qui résultent d'une compétition renouvelée, et de l'exploitation rapide de toutes les innovations réalisées sur place ou à l'étranger. L'Union Soviétique et les pays de l'Est optent pour des espaces clos alors que les mutations techniques appellent la mondialisation. Le refus de se plier aux disciplines monétaires les plus élémentaires rend irréalisable le grand marché international sans lequel les fécondations croisées sont impossibles. A l'intérieur de chaque économie nationale, la planification multiplie les barrières internes et rend difficiles certains réinvestissements.

Le modèle aurait peut-être pu fonctionner tout en accumulant les retards s'il avait été possible de le couper réellement de l'extérieur: c'est ce que l'Albanie est parvenu à faire avec un certain succès jusqu'il y a peu. Mais même dans ce cas, les esprits n'étaient pas enfermés: la télévision italienne, reçue partout, tenait les gens au courant de ce qui se passait à l'Ouest. Les radios portent beaucoup plus loin: c'est tout l'espace soviétique qui s'est ainsi trouvé soumis à la pression insidieuse d'une information qui s'impose parce qu'elle ne ment pas. Les touristes qui affluent contribuent aussi à donner du monde capitaliste une image qui n'est pas celle que répand la propagande officielle. Le pari de la fermeture est impossible: on prive les entreprises de la compétition indispensable à leur dynamisme, mais on n'asphyxie pas complètement les citoyens, et on n'endort pas les consommateurs.

Les pays de l'Est maîtrisent depuis longtemps les techniques de la désinformation d'Etat. Ils ont cru, au moment de la signature des accords d'Helsinki, qu'elles suffiraient à les prémunir contre les retombées de la corbeille «libertés». Ils n'avaient pas compris qu'à long terme, la bonne information chasse la mauvaise.

Le modèle économique soviétique était fait pour séduire les pays fraîchement décolonisés: ceux-ci aspiraient à un développement aussi autonome que possible et réprouvaient certains abus de la société libérale telle qu'ils avaient pu la voir à travers les colonisateurs. L'accent mis sur l'industrie lourde, à partir de laquelle un développement cumulatif semblait possible sur des bases locales, comblait les aspirations des nouveaux maîtres. En dehors des pays officiellement ralliés au communisme international, l'idée fit des ravages dans des pays très divers: L'Inde, où la planification fut très vite populaire, et où l'accent fut mis sur une industrialisation autonome; l'Algérie, qui combina le modèle marxiste avec celui des pôles de croissance à la manière de Perroux; le Brésil encore, dont les maréchaux, aussi anti-marxistes qu'ils fussent, étaient sensibles aux promesses d'un essor centré sur leur pays: celui n'est-il pas aussi vaste que les Etats-Unis? Pourquoi ne permettrait-il pas le renouvellement de l'expérience si bien réussie là-bas dans la deuxième moitié du XIX<sup>me</sup> siècle?

Ce que l'on attend d'abord du géographe à l'époque où tombent les murs, c'est qu'il explique pourquoi certaines mesures étaient, et sont, incompatibles avec la recherche de la croissance et du développement: le problème n'est pas de choisir entre le socialisme et le capitalisme. Ce sont des catégories qui convenaient à l'espace du XIX<sup>me</sup> siècle. Le monde est devenu trop petit pour que deux systèmes puissent s'y épanouir de manière autonome. L'avantage revient à celui qui est le plus largement ouvert: il élimine l'autre par son seul dynamisme. L'option socialiste, telle qu'on l'imaginait naïvement il y a encore vingt ans, au temps où l'on signait des programmes communs, est une utopie dangereuse.

La mondialisation en cours est inéluctable dans le domaine de la production, mais il faut bien voir qu'elle génère des problèmes difficiles. Elle suscite chez beaucoup une réaction violente, car elle a tendance à tout égaliser, à tout aplanir: les gens sont trop attachés à leur passé, à leurs valeurs et à leurs identités pour accepter le changement sous n'importe quelle forme. La montée des fondamentalismes et la flambée des nationalismes s'inscrivent dans cette perspective.

La mondialisation remet en cause les vieux schémas sur lesquels reposaient les cultures. Il en résulte des réactions qui prônent le retour aux valeurs traditionnelles. Mais dans le même temps, les médias, la mobilité et les conditions de vie d'une population urbanisée en presque totalité modifient les modes de transmission jusque-là prédominants des connaissances, des savoir-faire et des attitudes. Les cultures populaires disparaissent et sont remplacées par des cultures de masse beaucoup plus pauvres dans certains domaines — ce sont des cultures de consommateurs, et non de producteurs— et qui créent des stratifications par classes d'âges auxquelles on n'était pas habitué. On attend du géographe qu'il éclaire les pathologies auxquelles les nouvelles formes de communication des acquis aboutissent trop souvent.

La mondialisation renforce la combativité des entreprises et leur permet de se soustraire en partie au contrôle des Etats. Au lieu d'avoir à respecter scrupuleusement une législation qu'impose un gouvernement puissant, les voilà qui apprennent à faire chanter les respon-

sables politiques, à jouer une nation contre une autre, une ville contre une autre, une région contre une autre —ou une région contre la nation à laquelle elle appartient. L'évolution contemporaine réduit de manière dramatique le pouvoir du politique en matière d'économie. La réaction, devant la nouvelle donnée économique, est souvent de faire le jeu des entreprises en abandonnant un nombre croissant d'initiatives à l'Etat local: celui-ci défend sans doute mieux l'emploi et est plus attentif à toutes les initiatives susceptibles de favoriser la croissance, mais il est aussi plus vulnérable et plus facile à acheter. Les démocraties industrielles sont toutes menacées par les progrès de la corruption et par ceux du crime mondialisé. C'est aussi de cela qu'il convient de s'occuper.

Ce que le géographe a à rechercher au temps où tombent les murs, ce sont les mesures indispensables pour limiter les effets négatifs ou pervers d'une évolution qu'il est irréaliste de vouloir stopper. Elle est d'ailleurs généralement positive puisqu'elle conduit à la diffusion rapide vers des espaces jusqu'alors traditionnels de nombre d'activités modernes, puisqu'elle élargit sans cesse le nombre de ceux qui peuvent accéder à des niveaux de connaissance élevés, et assure confort et santé à des masses sans cesse plus nombreuses. Mais la mondialisation ne profite pas de la même manière à tous. Certains sont exclus de la production parce qu'ils ne sont pas capables d'assimiler les savoir-faire qu'elle requiert. D'autres le sont de l'accès aux articles de consommation et à toutes les formes de la vie sociale parce qu'ils ne sont pas mobiles —c'est de plus en plus vrai des enfants et des vieillards. Ce sont là de réels dangers. A quel niveau situer les interventions destinées à les corriger? Quelles formes leur donner? Comment limiter les coûts sociaux de transformations qui risquent d'exclure certaines catégories, certains groupes, ou certains pays, du marché du travail ou du partage de ses fruits? Quel avenir pour les politiques de *Welfare* alors que la pesée des Etats doit être réduite? Jusqu'à quel point peuvent-elles être coordonnées, seule façon semble-t-il d'assurer aux travailleurs les garanties qui leur sont nécessaires? Les théoriciens de l'économie, du politique et du social ignorent combien les problèmes qu'ils prétendent résoudre sont, par nature, des problèmes spatiaux, des problèmes géographiques —ils ne l'admettent guère que pour les atteintes à l'environnement. Au temps où les murs tombent, il appartient au géographe de dire pourquoi la mondialisation de notre vie est inévitable: c'est dans cette optique, et avec les contraintes qui lui sont liées, que doivent être repensées les politiques qui permettent à l'humanité de s'épanouir.